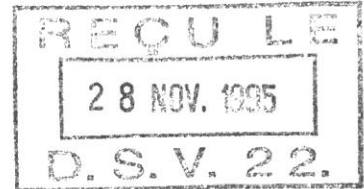


MINISTERE DE L'INTERIEUR

PREFECTURE DES COTES D'ARMOR

DIRECTION  
DES COLLECTIVITES LOCALES  
ET DE L'ENVIRONNEMENT



**A R R E T E**

portant autorisation d'une installation classée  
pour la protection de l'environnement.

Le Préfet des Côtes d'Armor  
Chevalier de la Légion d'Honneur

- VU le décret n° 82-389 du 10 mai 1982 modifié relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements ;
- VU la loi du 19 juillet 1976 relative aux installations classées pour la protection de l'environnement ;
- VU le décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 ;
- VU le décret n° 53-578 du 20 mai 1953 modifié portant nomenclature des installations classées ;
- VU l'arrêté ministériel du 13 juin 1994 modifié relatif aux prescriptions applicables aux installations d'élevage de volailles soumis à autorisation ;
- VU l'arrêté préfectoral du 18 janvier 1980 autorisant M. Francis LE MOIGNE à exploiter à SAINT-GILLES-PLIGEAUX au lieu-dit "La Clarté" un élevage de 85 000 volailles ;
- VU la demande présentée par l'exploitant en vue de la régularisation de la situation administrative d'un élevage de 24 160 animaux-équivalents (poules pondeuses), suite au changement de l'équipement intérieur des bâtiments, l'élevage comportant à ce jour 109 160 animaux-équivalents (55 000 poules pondeuses, 30 000 poulettes démarrées et 24 180 poules pondeuses), installation classée pour la protection de l'environnement soumise à autorisation ;
- VU les plans et documents annexés à cette demande ;
- VU les résultats de l'enquête publique ;
- VU les délibérations des Conseils municipaux de SAINT-GILLES-PLIGEAUX (28 février 1995) et KERPERT (14 février 1995) ;
- VU les avis des chefs de services départementaux des Affaires Sanitaires et Sociales, de l'Agriculture et de la Forêt, de la Protection Civile, de l'Equipeement, émis respectivement les 6 avril 1995, 20 février 1995, 21 mars 1995 et 23 mars 1995 ;
- VU les arrêtés préfectoraux du 31 mai 1995 et 13 septembre 1995 prorogeant pour une période de six mois le délai d'instruction de la demande susvisée ;
- VU le rapport de M. l'Inspecteur des Installations Classées en date du 6 octobre 1995 ;
- VU l'avis émis par le Conseil Départemental d'Hygiène en sa séance du 27 octobre 1995 ;
- VU les observations formulées par le demandeur en application de l'article 11 du décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 ;
- SUR proposition du Secrétaire Général de la Préfecture des Côtes d'Armor,

**- A R R E T E -**

ARTICLE 1er -

- M. Francis LE MOIGNE demeurant à SAINT-GILLES-PLIGEAUX au lieu-dit "La Clarté" est autorisé à exploiter à cette adresse (section B1 n°s 102, 103, 115 et 116), à moins de 100 m des tiers les plus proches pour les bâtiments n°s 7 et 9, conformément aux plans annexés à la demande, un élevage de 109 160 animaux-équivalents de plus de un jour en présence simultanée, à savoir :

.../...

REPUBLIQUE FRANCAISE  
Liberté Egalité Fraternité

- <u>élevage existant</u> :	55 000	animaux-équivalents (poules pondeuses)
	30 000 ..	animaux-équivalents (poulettes démarrées)

- élevage régularisé : 24 160 animaux équivalents  
(poules pondeuses)

installation classée pour la protection de l'environnement soumise à autorisation sous réserve du respect des prescriptions édictées dans l'annexe jointe au présent arrêté et de celles définies ci-après.

## ARTICLE 2 -

1°) l'accès à tout cours d'eau des oiseaux aquatiques de basse cour est interdit sous réserve de l'application de l'article 18 du décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 ;

### 2° - Agencement de l'élevage :

- Un système de séchage des fientes sera à installer immédiatement dans les poulaillers faisant l'objet d'un contrat de reprise

- Une aire de chargement de fientes correctement dimensionnée sera aménagée pour le chargement des déjections (poulaillers et hangar).

- L'éleveur devra achever la pose et rénover le système séparatif des eaux pluviales sur les poulaillers et les annexes.

- Les eaux usées du sas de contamination seront canalisées vers la fosse toutes eaux du centre de conditionnement des oeufs.

- Le pétitionnaire devra équiper son élevage d'une enceinte à température négative (chambre froide, congélateur, etc...) et d'un conteneur qui devront permettre un stockage des cadavres pendant une durée minimale d'une semaine. L'aire de stockage des conteneurs sera renouvelée.

*L'ensemble de ces travaux sera à réaliser dans un délai de trois mois, à compter de la notification du présent arrêté.*

### 3° - Prescriptions spéciales :

- Une copie des bons d'enlèvement des fientes sera transmise chaque année aux services vétérinaires chargés de l'inspection, ainsi qu'un bilan annuel justifiant l'utilisation des déjections dans la zone d'épandage retenue. Dans l'hypothèse où le contrat de reprise des déjections ne serait pas respecté, renouvelé, ou en cas de rupture, l'éleveur devra fournir un autre contrat de reprise qui offre les mêmes garanties ou un autre mode de gestion des déjections (plan d'épandage, transformation dans un unité de traitement), conforme à la réglementation en vigueur ou cesser l'exploitation partielle de l'élevage.

- Un cahier d'épandage sera tenu par l'exploitant et visé par les agriculteurs (parcelles mises à dispositions) après chaque enlèvement de fientes.

## ARTICLE 3 -

La présente autorisation, accordée sous réserve du droit des tiers, n'équivaut pas à un permis de construire. Elle cessera d'être valable si l'établissement n'a pas été mis en service dans le délai de trois ans ou reste inexploité pendant plus de deux années consécutives.

.../...

ARTICLE 4 -

Toute transformation dans l'état des lieux et toute modification ou extension apportée à l'établissement, de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier d'autorisation, devra faire l'objet d'une nouvelle demande d'autorisation.

Tout changement d'exploitant fera l'objet d'une déclaration adressée par le successeur au Préfet du département des Côtes d'Armor dans le mois qui suivra la prise de possession.

ARTICLE 5 -

L'exploitant est tenu de déclarer, sans délai, à l'Inspection des Installations Classées, les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de l'installation susvisée qui seraient de nature à porter atteinte à son environnement.

Elle devra, en outre, se conformer aux prescriptions législatives et réglementaires édictées notamment par le Livre II du Code du Travail dans l'intérêt de l'hygiène et de la sécurité des travailleurs.

ARTICLE 6 -

Une copie du présent arrêté énumérant les conditions auxquelles l'autorisation est accordée sera affichée à la porte de la mairie de SAINT-GILLES-PLIGEAUX pendant une durée minimum d'un mois. Un même extrait sera affiché en permanence, de façon visible, dans l'installation, par les soins de M. Francis LE MOIGNE.

Un avis sera inséré par les soins du Préfet et aux frais de M. Francis LE MOIGNE dans deux journaux d'annonces légales du département.

ARTICLE 7 -

L'arrêté préfectoral du 18 janvier 1980 susvisé est abrogé.

ARTICLE 8 -

"Délai et voie de recours" (article 14 de la loi n° 76-663) du 19 juillet 1976 relative aux installations classées pour la protection de l'environnement) : la présente décision ne peut être déférée qu'au Tribunal Administratif. Le délai de recours est de deux mois pour le demandeur ou l'exploitant. Ce délai commence à courir du jour où la présente décision a été notifiée".

ARTICLE 9 -

Le Secrétaire Général de la Préfecture des Côtes d'Armor,  
Le Sous-Préfet de GUINGAMP,  
Le Maire de SAINT-GILLES-PLIGEAUX,  
L'Inspecteur des Installations Classées,  
sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont copie sera adressée à M. Francis LE MOIGNE pour être conservée en permanence par l'exploitant et présentée à toute réquisition des autorités administratives ou de police ainsi qu'aux maires de SAINT-CONNAN et KERPERT pour information.

SAINT-BRIEUC, le 16 NOV. 1995

LE PREFET,

Pour le PREFET,  
Le Secrétaire Général,

Pour copie conforme  
L'Attaché Chef de bureau

M.S MOREAU.

Signé : Jean-François PAGES